Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2014)

Heft: 2041

Artikel: Expliquer l'Europe : c'est dès maintenant qu'il faut préparer le scrutin de 2016

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1012746

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Expliquer l'Europe

C'est dès maintenant qu'il faut préparer le scrutin de 2016

Jean-Daniel Delley - 07 juin 2014 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/25909

On peut bien examiner le problème sous tous les angles et sous toutes ses coutures: le nouvel article 121a de la Constitution fédérale et l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'Union européenne ne sont pas compatibles.

Deux expertises récentes le confirment. L'application conforme du texte adopté par une majorité populaire le 9 février dernier exigerait de renégocier cet accord, ce que Bruxelles refuse catégoriquement. Et le respect de la libre circulation ne peut tolérer ni préférence nationale sur le marché du travail ni contingents et autres plafonds.

Si la Suisse ne veut pas voir résiliés l'accord de libre circulation et les accords qui lui sont liés, elle doit se limiter à fixer des objectifs non impératifs qu'elle chercherait à atteindre par un ensemble de mesures dissuasives – par exemple fiscales et de modération de l'attractivité de la place économique. Mais cette option serait contraire aussi bien à l'esprit qu'à la lettre de la Constitution.

Les gesticulations de l'UDC (DP 2040), ses positions successives contradictoires, les soupçons et les accusations de trahison de la volonté populaire qu'elle ne cesse de distiller, sa menace de lancer une nouvelle initiative populaire dite de mise en œuvre, toute cette mise en scène traduit en fait la crainte de la future votation annoncée par le Conseil fédéral à l'horizon 2016. Car à cette occasion le peuple sera placé devant un choix véritable, ce choix que l'UDC s'est employée jusqu'à présent à camoufler: institutionnaliser et développer les relations bilatérales avec l'Union ou devenir un partenaire de seconde zone, un pays tiers condamné à grappiller les miettes que l'Europe voudra bien lui accorder.

L'enjeu est donc d'importance capitale. Et le temps nous est compté pour préparer cette échéance. Or dans l'intervalle se tiendront les élections fédérales. Le risque est grand que les partis fassent le dos rond, de peur de s'aliéner les faveurs de l'électorat.

Pourtant ce délai de trois ans sera tout juste suffisant pour remonter la pente eurosceptique si ce n'est europhobe, une opération qui nécessitera toutes les énergies. Le déficit d'information sur la réalité de nos relations d'interdépendance avec l'Europe est colossal. Il n'est que de suivre le courrier des lecteurs et les commentaires sur les sites des journaux pour saisir ce déficit.

Voilà pourquoi il est vain de s'impliquer dans la guérilla que conduit l'UDC. Laissons-la dégorger son fiel et ne nous soumettons pas à son agenda destructeur. La tâche aujourd'hui est d'expliquer patiemment en quoi nous sommes liés au sort de l'Europe. La Suisse ne peut pas bien se porter dans une Europe qui va mal. Les difficultés de cette dernière ne doivent pas nourrir notre suffisance, mais au contraire nous préoccuper. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés – environnement, énergie, migration, domination des pouvoirs financiers, économie durable notamment – sont aussi les siens. Et nous ne les résoudrons qu'ensemble.

L'Europe n'est pas une réalité figée que nous pouvons observer de loin et avec condescendance. Elle se construit, avec difficulté certes, non sans soubresauts. Isolée, la Suisse est faible. Sa souveraineté se révèle n'être qu'un slogan, les dossiers du secret bancaire, de la fiscalité ou du cours du franc, par exemple, l'ont bien montré.

La question posée aujourd'hui n'est pas celle de l'adhésion, comme le prétend indûment l'UDC, mais de l'établissement de relations stables et équilibrées avec un continent dont nous sommes partie prenante. L'histoire, la culture et l'économie l'attestent.